

Convention collective départementale

IDCC : 2126. – **MÉTALLURGIE**
(GARD ET LOZÈRE)
(27 décembre 1999)
(Bulletin officiel n° 2000-4 bis)

ACCORD DU 14 FÉVRIER 2007
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ET À LA VALEUR DU POINT
NOR : *ASET0750404M*
IDCC : 2126

Entre :
L'UIMM Gard-Lozère

D'une part, et

La CFE-CGC ;
La CFTC ;
La CGT-FO ;
La CFDT,

D'autre part,

il a été décidé de fixer les rémunérations annuelles garanties (RAG) et la valeur du point servant de base de calcul à la prime d'ancienneté à partir de l'année 2006 dans les conditions ci-après.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent article concerne les entreprises de la métallurgie. Il s'applique sur les départements du Gard et de la Lozère.

Article 2

Rémunérations annuelles garanties (RAG)

Des rémunérations annuelles garanties (RAG) ont été négociées et acceptées à partir de l'année 2006 pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié.

Les RAG sont fixées par un barème figurant en annexe du présent accord.

Ces RAG déterminent, sauf garantie légale ou conventionnelle plus favorable, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun salarié occupant des fonctions définies par la grille de classification résultant de l'accord national visé à l'alinéa précédent ne pourra être rémunéré pour un horaire de travail effectif de 151,67 heures par mois, sous réserve des conditions spéciales concernant les jeunes (alternance, apprentissage).

Les RAG seront adaptées proportionnellement à l'horaire de travail effectif lorsque celui-ci sera inférieur et devront supporter les majorations d'heures supplémentaires en cas d'horaires supérieurs à l'horaire légal.

Les RAG ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les RAG ainsi déterminées englobent l'ensemble des éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, c'est-à-dire de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de salaires et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la convention collective ;
- prime de travail posté prévue par la convention collective ;
- majorations pour travaux pénibles, insalubres ou dangereux découlant à ce titre des dispositions de la convention collective ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- participations découlant de la législation sur l'intéressement et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- sommes constituant des remboursements de frais ne supportant pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

S'agissant de rémunérations annuelles garanties, la vérification interviendra en fin d'année ou en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin de son contrat de travail.

Les valeurs prévues par le barème ci-joint sera applicable *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année d'une entrée en fonction, d'un changement de classement, d'une suspension du contrat de travail, d'un départ de l'entreprise.

Article 3

Valeur du point

La valeur du point s'appliquant aux coefficients hiérarchiques de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié et permettant de déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant de base au calcul des primes d'ancienneté, reste fixée à 4,65 €.

Les rémunérations minimales hiérarchiques des ouvriers sont majorées de 5 %, celles des agents de maîtrise d'atelier de 7 %.

Elles s'entendent pour une durée de travail de 151,67 heures par mois. Les rémunérations minimales hiérarchiques qui découlent de cette valeur du point doivent être adaptées proportionnellement à l'horaire effectif de chaque salarié et supporter, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Article 4

Dépôt légal

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 132-1 et suivant du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Saint-Hilaire-de-Brethmas, le 14 février 2007.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations annuelles garanties au 1^{er} janvier 2006 (RAG)

Pour un horaire mensuel de 151,67 heures

(En euros.)

NIVEAU	COEFF.	OUVRIERS	ATE (1)	AM (2)
I	140	14 833	14 833	
	145	14 833	14 833	
	155	14 833	14 833	
II	170	14 888	14 888	
	180		14 906	
	190	15 086	15 086	
III	215	15 700	15 700	15 700
	225		15 800	
	240	16 318	16 100	16 600
IV	255	16 900	16 500	17 130
	270	17 500	17 000	
	285	18 300	17 800	19 500
V	305		21 000	21 700
	335		22 000	22 700
	365		23 000	23 700
	395		25 000	26 000
(1) Administratifs, techniciens, employés. (2) Agents de maîtrise d'atelier.				